



Communiqué de presse du 14 avril 2017

Présidentielles :

Dernières positions des candidats sur l'agriculture.

*Les productrices et producteurs de la Fédération Nationale d'agriculture biologique et les transformateurs et distributeurs du Synabio ont interpellé les candidat-e-s à l'élection présidentielle dans le cadre du **Pacte pour une agriculture et une alimentation d'intérêt général** www.pactebio2017.com, signé par plus de **1200 élu-e-s et parlementaires pour faire de la France le 1^{er} pays bio d'Europe**.*

*Si cet objectif a été validé par tous-tes les représentant-e-s des candidat-e-s présent-e-s le 8 février dernier à Paris, lors d'un colloque organisé sur le sujet, **seuls Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou et Benoît Hamon ont signé ce Pacte**.*

A moins de deux semaines du 1^{er} tour, voici la synthèse de notre analyse sur les positions des candidat.e.s quant à l'agriculture et l'alimentation de demain.

♦ ♦ ♦

Une quasi-unanimité des candidat-e-s pour reconnaître les apports positifs de la bio à l'ensemble de l'agriculture

Tous-tes les candidat-e-s reconnaissent, à des degrés divers, *la nécessité d'un « produire mieux » pour allier la sécurité alimentaire à la gestion des biens communs (eau, sols, air) et la nécessité d'une relocalisation de notre système agro-alimentaire via notamment des circuits courts*, pour garantir à la fois la confiance des consommateurs et la rémunération des producteurs. Par ailleurs, on constate une *quasi-unanimité pour l'interdiction des OGM actuels*.

Ils – elles reconnaissent également *la nature structurelle des crises agricoles et la nécessité de réguler les filières dans une perspective d'équité* avec, au centre, la question de l'organisation collective des agriculteurs dans la mise en marché. Une quasi unanimité pour *le principe d'une plus grande garantie du consommateur sur l'origine et la qualité des produits agricoles*, avec l'enjeu d'une certification et/ou labellisation par la puissance publique à un niveau national ou local.

Pour autant, des divergences fortes sur le rôle de l'Etat dans la transition agricole et la place de la bio

A côté de programmes clairement orientés vers une transition pour une agriculture à terme territorialisée et biologique (J-L.Mélenchon, B.Hamon, P.Poutou signataires du Pactebio), les autres candidat-e-s ne choisissent pas une orientation prioritaire du système de production au regard des enjeux globaux (économie, environnement, social). On retrouve ici les positionnements « libéraux » (E.Macron, F.Fillon) qui soutiennent la « vocation exportatrice » (céréalière notamment) de la France et donc des modèles techniques qui les sous-tendent (agro-chimie). On retrouve aussi les positionnements, nombreux et variés, des « souverainistes » (M.Le Pen, F.Asselineau, N.Dupont-Aignan) qui s'accordent sur un modèle socio-économique de ferme familiale « libérée » des contraintes et normes de production notamment environnementales.

Un dialogue démocratique utile, mais des décisions politiques urgentes à prendre pour ne pas casser la dynamique de la filière bio française

Si cette étape du débat démocratique a permis de faire tomber certaines idées reçues ou fausses chez les candidat-e-s, notamment sur le cadre réglementaire, le-la future ministre de l'agriculture devra prendre ses responsabilités sur les points suivants :

- refinancement des mesures bio, conversion et « maintien » 2017 et suivantes, dans le cadre d'un transfert de budget du 1^{er} pilier de la PAC (paiements des droits à produire) vers le 2^{ème} (mesures de verdissement comprenant les aides bio), soit au moins 6% sur les 15% autorisés par la Commission européenne¹;
- finalisation du processus de révision du règlement européen de la bio dans le cadre des « lignes rouges » définies unanimement par la filière bio française et soutenues par l'actuelle mandature (liens au sol, contrôle annuel etc.)².

Ces deux sujets sont situés clairement dans le cadre communautaire, lequel n'empêche pas une position autonome de l'Etat français pour la priorisation des aides agricoles ou le choix de rejeter ou d'accepter le compromis européen en matière réglementaire.

Au-delà de ces premières échéances, le développement de la bio passera par la mise en place de filières pérennes et rémunératrices, notamment grâce à la contractualisation pluriannuelle et par un soutien à l'investissement et à l'innovation dans ces filières. Accompagner ainsi l'essor de la bio, c'est permettre aux agriculteurs et aux PME de l'agroalimentaire de mieux vivre de leur travail et proposer aux consommateurs une alimentation de qualité, plus respectueuse de la santé et de leur environnement.

¹ Voir le débat public AG FNAB 4 avril 2017 : <http://www.fnab.org/un-reseau-des-valeurs-des-hommes/vie-associative/971-assemblee-generale-de-la-fnab-2017>

² Rdv APCA-FNAB-Coop de France – SYNABio avec S.Le Foll le 29 novembre 2016

Il y a là une opportunité sans précédent de réconcilier les citoyens et leur agriculture et les acteurs de la bio se mobiliseront pour que le prochain exécutif s'engage dans la voie de cette transition agricole et alimentaire.

Ce sera donc un printemps décisif pour la filière bio française, un premier test pour le-la Président-e élu-e par nos concitoyens très majoritairement favorables au développement de la bio³.

Contacts presse :

Pascale Hayter

06 83 55 97 91

pascale.hayter@agence-rup.net

Michael Luzé

06 63 63 40 08

luzemichael@yahoo.fr

³ Sondage IFOP pour APE mars 2017